

*Questions orales*

**L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je puis donner au député l'assurance que le gouvernement donnera à la Chambre, avant de prendre une décision, l'occasion de discuter la question. Le député l'aura peut-être remarqué mais j'ai fait inscrire au *Feuilleton* un avis de motion en prévision d'un débat en temps opportun. J'ai l'intention de proposer cette motion lorsque les circonstances le justifieront. Ainsi, si l'étude du rapport Berger doit se prolonger, que ce soit plus tard dans la session, au besoin après le dépôt du rapport de l'ONE. La Chambre aura donc l'occasion de débattre la question à plus d'une reprise avant que le gouvernement prenne une décision. Je puis donner au député cette assurance sans réserves.

\* \* \*

[Français]

**L'ADMINISTRATION DU GOUVERNEMENT**

ON DEMANDE SI LE MINISTRE A DÉCIDÉ DE CONTREMANDER LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE DES DONNÉES FISCALES À JONQUIÈRE

**M. Gilles Marceau (Lapointe):** Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce, en sa qualité de responsable du programme de décentralisation des services fédéraux.

Il y a un an le ministre annonçait la construction d'un centre de données fiscales à Jonquière, en dépit du fait que le gouvernement du Québec a déposé le projet de loi n° 1, qui est susceptible d'affecter la langue d'enseignement des enfants des fonctionnaires fédéraux qui voudront venir s'établir au Québec, et en dépit de la déclaration faite hier par le premier ministre du Québec, qui disait qu'il avait son «voyage» des ministres fédéraux qui se comportent en terroristes. Est-ce que le ministre est d'avis qu'il est dans cette catégorie de ministres, et est-ce qu'il a l'intention de changer sa décision quant à la construction de ce centre de données fiscales à Jonquière?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur le président, je devrais être choqué à ce moment-ci parce que M. Lévesque «m'a crié des gros noms», je pense que je vais le dire à «m'man». Je trouve cela absolument ridicule! Toutefois, je n'ai pas l'intention de changer la décision que nous avons prise. Cependant, d'autres décentralisations doivent être proposées, et j'ai dit au Québec que si le gouvernement de cette province ne peut pas donner l'assurance aux fonctionnaires anglophones qui devront s'établir au Québec qu'ils pourront aller dans des écoles anglaises, nous ne pourrions pas faire la décentralisation.

Par contre, monsieur le président, M. Lévesque a parlé hier de la décentralisation à Charlottetown, et encore une fois ce matin j'ai parlé avec l'honorable premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Campbell, qui m'a dit que si des francophones sont transférés à Charlottetown, des écoles françaises seraient mises à leur service. Je voudrais donc que M. Léves-

[M. Crosbie.]

que ait la même générosité à l'égard des fonctionnaires anglophones qui pourraient aller au Québec que M. Campbell en a pour les francophones qui pourraient aller à Charlottetown.

\* \* \*

[Traduction]

**LA SITUATION ÉCONOMIQUE**

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—LES NOUVEAUX PROGRAMMES ENVISAGÉS

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. D'après les résultats de l'étude du Conference Board qui ont été publiés aujourd'hui, les consommateurs sont de plus en plus inquiets de l'état de notre économie et ils pensent que l'inflation s'accroîtra au cours des prochains mois. Par ailleurs, au cours du dernier trimestre de 1976, la croissance économique réelle a fléchi et le taux de chômage est passé à plus de 8 p. 100. Par conséquent, le gouvernement songe-t-il en ce moment à mettre sur pied de nouveaux programmes destinés à enrayer le chômage qui a atteint des proportions catastrophiques?

**M. Bob Kaplan (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, d'une manière générale, on a répondu à cela à la suite de questions qui ont été posées hier à propos de l'éventualité d'un remaniement des programmes de gestion économique. Je n'ai pas lu le rapport du Conference Board, mais je ne manquerai pas de le faire.

LE REFLET POSSIBLE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DANS LE DISCOURS DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DU CANADA À HALIFAX

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouverneur de la Banque du Canada, M. Bouey, a déclaré, dans un discours qu'il a prononcé dernièrement à Halifax, qu'en injectant davantage de capitaux dans l'économie et en augmentant le budget fédéral des dépenses de façon à provoquer une forte reprise économique, on ne ferait qu'aggraver les problèmes du Canada au lieu de les résoudre? Exprime-t-il là une position officielle?

**M. Bob Kaplan (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, il s'agit là de l'avis personnel du gouverneur de la Banque du Canada, et il a toute l'autorité voulue pour l'exprimer.

\* \* \*

**LA SÉCHERESSE**

LES DISPOSITIONS PRISES EN CAS D'AGGRAVATION DE LA SITUATION

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le 4 mai, j'ai parlé de la sécheresse qui sévit dans l'Ouest, particulièrement dans le triangle Palliser. La pluie qui est tombée depuis lors n'a fait que pallier le problème que pose la sécheresse dans cette région. Je voudrais savoir si des enquêtes ont été faites et des dispositions prises advenant que la sécheresse persiste?